

SONATRACH

Dissolution de la Soprep dans la discrétion

La dissolution de la Soprep (Société des relations publiques et services liés), filiale de Sonatrach, a été entérinée dans la discrétion, il y a de cela quelques semaines. Cette jeune filiale n'a pas survécu aux scandales du groupe pétrolier.

Elle était considérée comme l'«agence de voyages de Chakib Khelil», comme aiment à l'appeler les travailleurs de l'entreprise, en raison du voyage payé à Chakib Khelil et son à épouse pour le réveillon de fin 2009.

La Soprep avait envoyé un courrier à la direction de Tassili Airlines pour l'informer

que l'appareil allait transporter une «importante délégation» vers Djanet pour célébrer les fêtes de fin d'année. Or, l'appareil n'a transporté que ces deux personnes.

La Soprep n'a ainsi vécu qu'environ quatre ans. Selon une source proche de ce dossier, la dissolution de cette entreprise a été décidée par l'actuel ministre de l'Energie et des Mines après l'audit de Sonatrach. Cette décision s'inscrit dans le cadre de la «révision générale» entamée depuis plusieurs mois déjà.

Cette dissolution a été décidée dans la plus grande discrétion lors du conseil d'administration de Sonatrach, le 8 novembre dernier.

La Soprep avait pour mission l'accueil, le transport, l'accompagnement, le protocole, la liaison, la gestion, l'exploitation, l'entretien et le développement des infrastructures d'accueil, d'hébergement et restauration, ainsi que l'organisation et la gestion des foires, forums et manifestations nationales et internationales.

Pour les initiés, cette dissolution a notamment pour principale cause la grande débâcle dans l'organisation du GNL 16 d'Oran où de grosses dépenses ont été engagées dans l'organisation de cet événement. La Soprep était, à ce titre, en charge de la gestion et de l'exploitation du Centre des conventions d'Oran.

«Le recours excessif à la sous-traitance, notamment à une agence de communication anglaise», a aussi été un déclencheur de cette dissolution, affirme notre source.

Pour rappel, la Soprep a été créée en 2006 par l'entreprise nationale des hydrocarbures Sonatrach. Dotée d'un capital social de 100 millions dinars, elle était détenue à hauteur de 60% par Sonatrach, de 10% par la société de transport aérien Tassili Airlines, tandis que les sociétés Enafor (forage), Entp (travaux aux puits), Egzia (entreprise de gestion d'Arzew), Egzik (Entreprise de gestion de Skikda) et Naftal y détiennent 6% chacune.

M. M.

SIT-IN DEVANT LE SIÈGE DE L'ACTIVITÉ AVAL DE SONATRACH

Deux tentatives d'immolation

Contrairement aux jours précédents, le sit-in des travailleurs d'une entreprise sous-traitante, «2SP», devant le siège de l'activité Aval Sonatrach au niveau de la cité Djamel, à Oran, ne s'est pas déroulé comme d'habitude avec une dispersion dans le calme après de longues heures à revendiquer pacifiquement.

Hier matin, ils étaient une centaine à observer un sit-in. Constatant l'arrivée des forces de police, venues évacuer les lieux, deux jeunes hommes parmi les contestataires ont tenté de s'immoler par le feu et furent immédiatement évacués par les pompiers.

Il s'agit pour la plupart d'agents de surveillance du patrimoine et

des installations industrielles 2SP, sous-traitante de la société nationale des hydrocarbures (Sonatrach), qui observent régulièrement des sit-in devant le siège de la direction des activités Aval relevant de cette même société pour revendiquer leur intégration. Issus pour la plupart du corps «des agents de surveillance du patri-

moine», appelé communément «2SP», chargés pour certains de la surveillance du site du chantier, du projet, du centre des conventions d'Oran, après l'achèvement des travaux, ils se sont vu signifier la fin de leur mission.

Les contestataires exigent l'amélioration de leurs conditions sociales en général et le respect de leurs droits par l'alignement de leurs indemnités et autres avantages sociaux à ceux de leurs confrères de la Sonatrach en particulier. «Nous faisons le même travail, dans les mêmes lieux et avec le même nombre d'heures. Mais

nous ne percevons même pas le SNMG. Environ 11 385 DA, alors que les autres, qui occupent le même poste que nous, encaissent 52 000 DA !». Au niveau de l'Ouest, ils sont pas moins de 1 300 agents en attente de leur intégration à Aval, une attente qui, pour la plupart, dure depuis plus de 6 ans.

Hier, les forces de police sont intervenues pour disperser les contestataires, qui, chaque jour, donnent du mal aux employés de ce siège de rejoindre leurs postes de travail. D'ailleurs, nous dira l'un des contestataires, «la direction a

opté pour l'arrivée plus matinale de ses employés et ce, avant le sit-in. A cela, nous rétorquons que nous comptons passer la nuit sur place, quitte à nommer cette place qui fait face au siège «place tahrir». Nous ne baisserons pas les bras et nous comptons camper sur les lieux dès aujourd'hui !».

Concernant les deux personnes ayant tenté de s'immoler, des contestataires nous diront : «C'est suite à une tentative de nous disperser qu'ils se sont aspergés le corps d'essence et comptaient s'immoler. Ils furent secourus de justesse», c'est à cet instant que les forces de l'ordre se sont mises, nous dit-on, en retrait, laissant les contestataires devant le siège de l'activité Aval où ils se trouvaient toujours en milieu d'après-midi.

Une situation qui ne semble pas trouver d'issue mais semble plutôt dégénérer avec ces deux tentatives d'immolation et ce, tant qu'il n'y aura pas de dialogue entre les deux parties et, surtout, une solution équitable.

Amel B.

ORAN

Le ministre des Finances inaugure le 26^e Colloque international du Credaf

La wilaya d'Oran abrite depuis hier, et ce jusqu'au 19 mai 2011, le 26^e Colloque international du Centre de rencontres et d'études des dirigeants des administrations fiscales, sous le thème «Organisation de l'administration fiscale et performance».

Cette importante rencontre a été inaugurée à l'hôtel Sheraton par le ministre des Finances, M. Djoudi.

27 pays dont la Palestine prennent part au colloque, représentés par 125 participants. L'on saura également que neuf organisations internationales participent à l'évènement.

Au sujet du thème retenu, le ministre des Finances dira : «Ce choix arrive à point nommé avec la conjoncture internationale où le rôle de l'administration fiscale est primordial tant pour collecter plus d'impôts que pour le rôle particulier de l'impôt dans la croissance économique. C'est dire que l'une de nos préoccupations demeure la mise en œuvre d'un programme de mise à niveau de la Direction générale des impôts».

Tout en abordant l'importance que revêt la réforme et la modernisation de l'administration fiscale en Algérie, il dira : «Les premières retombées sont perceptibles, notamment au niveau des rendements en termes de recettes. En effet, il importe de signaler

que le niveau appréciable atteint par la fiscalité ordinaire, dont le taux d'évolution avoisine depuis quelques années 20% de croissance, demeure un élément réconfortant.»

Le ministre des Finances s'est rendu au siège de la Wilaya d'Oran où il devait prendre part à une rencontre avec les directeurs régionaux de la comptabilité et s'est par la suite entretenu avec la presse. Il évoquera le billet de 2 000 DA au sujet

duquel les citoyens ne cessent de s'interroger, notamment sur sa non-circulation, comme attendu. «Il faut savoir que le billet de 2 000 DA a été émis à partir du 28 avril. La Banque centrale, qui émet ce billet, le fait de manière graduelle et cela va prendre un peu de temps pour voir ce billet en circulation.» L'incontournable question qui préoccupe le citoyen, à savoir le crédit à la consommation, n'a pas manqué d'être posée au ministre qui dira à ce sujet : «Comme vous le savez, c'est face à la libéralisation du commerce extérieur que nous avons simultanément mis en place le crédit à la consommation ouvert aux produits nationaux et ceux

de l'importation. Nous avons été mis face à une réalité : les produits importés ont été fondamentalement utilisés, principalement les véhicules. Avec ce fait, nous avons assisté à un emballement des importateurs de véhicules, un endettement très important des ménages et la création d'emplois et de richesses ailleurs qu'en Algérie.

A partir de ce moment, nous avons décidé de l'arrêter et nous avons mis en place des taxes sur les véhicules, qui avaient deux intérêts : créer la compétitivité de l'investissement sur le marché national et la création d'un fonds de stabilisation du crédit à la consommation.»

Toutefois, cet historique, qui a entouré la mise en place puis l'annulation du crédit à la consommation, ne répond pas à la préoccupation principale du citoyen qui consiste en sa réactivation ou non.

A cela, le ministre dira : «Mon souhait est qu'à un moment donné, nous puissions orienter le crédit à la consommation sur les produits nationaux, y compris les véhicules. Je pense que ce souhait pourra être partagé.» Laisant ainsi entendre qu'un éventuel retour du crédit à la consommation consacré aux produits nationaux pourrait être bientôt approuvé.

A.B.

CONSTANTINE

Cinq fonctionnaires du FNPOS sous contrôle judiciaire

Cinq fonctionnaires du Fonds national de péréquation des œuvres sociales de Constantine (FNPOS), présumés coupables dans une affaire de malversation touchant à la gestion de l'entreprise, viennent d'être placés par le magistrat instructeur près le tribunal de Constantine sous contrôle judiciaire.

Deux autres accusés, impliqués dans la même affaire et cités à comparaître, n'ont pas répondu à la convocation du magistrat instructeur.

L'enquête ouverte par la section de

recherche de la Gendarmerie nationale a révélé au grand jour la présence de plusieurs irrégularités dans la gestion des affaires de l'agence de Constantine du Fonds national de péréquation des œuvres sociales (FNPOS)

Les mis en cause dans cette affaire, sept fonctionnaires, occupant différents postes de responsabilité au sein de l'agence, sont soupçonnés, selon les enquêteurs, de violation d'une dizaine de lois régissant le fonctionnement de l'agence.

Il s'agit, en effet, de falsification de bons de prime de déplacement, de gestion douteuse des ressources humaines et notamment de falsification des listes des bénéficiaires de logements FNPOS.

Présentés devant le parquet de Constantine, sous les griefs de dilapidation de deniers publics, d'abus de pouvoir et de non-respect des lois dans la conclusion de marchés, cinq fonctionnaires ont été placés sous contrôle judiciaire.

Farid Benzaid

RÉSIDENTCE UNIVERSITAIRE DE M'DOUHA (TIZI-OUZOU)

Une cinquantaine d'étudiantes victimes d'intoxication

Aux premières heures de la matinée d'hier, une panique générale s'est emparée des résidentes de la cité universitaire de M'douha, à Tizi-Ouzou. En effet, une cinquantaine d'étudiantes se sont réveillées avec des douleurs abdominales, des diarrhées, de fortes poussées de fièvre et des vomissements.

La plupart des étudiantes ont été prises en charge au sein même de la cité, mais une dizaine d'entre elles ont dû être évacuées d'urgence aux structures de santé de la ville, leur état s'étant révélé plus délicat, a révélé une étudiante membre du comité de la cité.

Selon la même source, on soupçonne le poulet consommé la veille d'être à l'origine de cette intoxication collective. La même étudiante a affirmé que les responsables de la cité ne se sont pas prononcés sur l'origine de l'intoxication, préférant se référer aux examens d'usage dont les résultats ne sauraient, en principe, tarder.

A. M.